

Rapport au Parlement jurassien pour l'année 2011

Conformément à l'article 50 LPD, la Commission cantonale de la protection des données (CPD) a l'avantage de vous remettre son rapport d'activités pour l'année 2011.

Durant l'exercice écoulé, la CPD a fourni de nombreux conseils, par écrit et oralement, aux administrations et institutions publiques, ainsi qu'à des personnes et organisations privées portant sur divers domaines d'activités, tant en ce qui concerne le droit de la protection des données que le droit à l'information du public, en particulier le droit à l'accès à des documents officiels. Elle a en outre pris position sur des projets législatifs et a traité des procédures pendantes et de nouvelles procédures ayant abouti à des décisions.

1. Consultation

La CPD a pris position notamment sur les points suivants :

- Elle a collaboré, avec le Service de la santé et la Police cantonale, à la mise en place des bases légales relatives au projet de centrale unique CASU 144. Ce système permet notamment d'engager des agents de la police pour répondre aux appels urgents destinés aux hôpitaux et médecins de garde. Se posait dès lors la question délicate du respect du secret médical, ainsi que celui du secret de fonction, lorsque, à l'inverse, des opérateurs des hôpitaux répondent aux appels destinés à la police. Ces questions ont fait l'objet d'un traitement particulier à l'occasion de l'élaboration du projet d'une ordonnance sur les établissements hospitaliers, ordonnance qui est entrée en vigueur en 2012. La CPD a finalement approuvé le système mis en place pour la réception des appels destinés au 144 au vu des articles 25 à 31 du projet d'ordonnance, considérant que cette réglementation imposait à tous les intervenants, même ceux qui n'ont pas un statut d'auxiliaire de l'hôpital ou de médecin, en l'occurrence les agents de police, d'être soumis au secret professionnel (secret médical). Les intervenants ne peuvent utiliser les informations qui parviennent à leur connaissance par le biais des appels 144 à d'autres fins que celles prévues par la CASU 144.

- Elle a pris position sur des projets de réglementation concernant l'installation de caméras de vidéosurveillance à l'éco-point de la Rue du Jura à Porrentruy.
- Elle s'est aussi prononcée au sujet d'un projet de la commune de Clos-du-Doubs concernant l'installation d'une caméra dans le hall d'entrée des futurs WC publics à St-Ursanne. Elle a rappelé, à cette occasion, qu'avant de requérir l'autorisation d'installer une caméra de surveillance à un endroit particulier, la collectivité publique concernée devait se doter de la base légale nécessaire à cette fin.
- Elle a pris position sur la création d'un fichier de la police et du Service des arts et métiers relatif aux personnes s'adonnant à la prostitution, fichier rendu possible en application de la loi sur la prostitution. Conformément à ce que prévoit cette loi, il incombe au Gouvernement, chargé d'édicter les dispositions d'application, d'adopter la réglementation relative à la tenue dudit fichier.
- Elle s'est également prononcée sur un projet d'ordonnance concernant le traitement des données de police, élaboré sur la base des dispositions de la loi sur la protection des données.
- Suite à une requête de l'Office de la culture, elle s'est déterminée au sujet de la destruction, du point de vue archivistique, des données illicites contenues dans le fichier des automobilistes, destruction ordonnée dans sa décision du 17 février 2011 (voire ci-dessous).
- Elle a pris position sur la charte relative à l'accès au dossier des patients qui lui a été soumise par l'Hôpital du Jura dans le cadre de la mise en place d'un système d'information clinique.

2. Procédures

Quelques procédures importantes ont été menées dans le courant de l'année 2011 :

- Celle relative à la tenue d'un fichier des automobilistes avertis par la police cantonale qui a abouti à une décision du 17 février 2011 à teneur de laquelle la CPD a constaté que l'inscription, dans les bases de données de la police cantonale jurassienne, des avertissements décernés aux automobilistes pris en contravention au sens de la législation sur les amendes d'ordre constitue un traitement illicite de données à caractère personnel ; partant, elle a ordonné l'interdiction définitive de l'enregistrement des avertissements décernés, ainsi que l'effacement complet définitif de tous les avertissements enregistrés dans les bases de données de la police cantonale. Cette décision est publiée sur le site internet de la CPD et résumée dans la Revue jurassienne de jurisprudence, RJJ 2011 p. 58.

- Les procédures concernant la surveillance informatique dont ont fait l'objet des fonctionnaires et des magistrats du canton ont été poursuivies durant l'exercice écoulé. Une décision est intervenue le 3 avril 2012, à teneur de laquelle l'illicéité de cette surveillance, qui a été effectuée fin 2008 et début 2009, a été constatée. Cette décision est également publiée sur le site internet de la CPD. Il y sera revenu plus en détail dans le rapport d'activités 2012, notamment sur ce que cette décision implique relativement à l'adoption de bases légales dans le domaine concerné.
- Il faut encore mentionner que, suite à la requête d'une citoyenne, la CPD a ouvert une procédure portant sur le fichier de l'Office des véhicules concernant les personnes sans permis de conduire. Cette question a occupé le Parlement dans le courant de l'année 2011. Cette procédure a débouché sur l'élaboration d'une recommandation détaillée de la CPD adressée à l'OVJ, de laquelle il ressort notamment que ce service doit détruire immédiatement les avis concernant des dénonciations et des condamnations qui ne donnent pas lieu à une mesure administrative, ainsi que les avis portant sur des faits susceptibles d'entraîner un retrait du permis lorsqu'il est établi que cette mesure ne sera pas prononcée. L'OVJ ayant accepté cette recommandation, la procédure a été liquidée sans qu'il fût nécessaire de rendre une décision formelle.
- Enfin, dans le domaine du droit à l'information du public, la CPD a été saisie d'un litige impliquant le Service vétérinaire. Une audience a été tenue dans cette affaire à l'issue de laquelle une convention a été passée entre les parties, le Service vétérinaire s'étant déclaré d'accord de fournir certaines informations que la recourante demandait, cette dernière renonçant à en obtenir d'autres.

Veuillez agréer, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les députés, l'expression de notre meilleure considération.

Porrentruy, août 2012

**AU NOM DE LA COMMISSION CANTONALE DE
LA PROTECTION DES DONNEES**

Le président

Jean Moritz

